



Vol. III.—No. 39.

MONTREAL, JEUDI, 26 SEPTEMBRE, 1872.

ABONNEMENT, \$3 00.
PAR NUMERO, 7 CENTS.

LA PRIME DE 1873.

Nous sommes à préparer la prime de 1873 pour nos abonnés. C'est un des tableaux qui ont fait le plus de sensation à la fameuse Académie royale de Londres. Il représente une des plus belles scènes de la vie de Jésus-Christ, celle où Marie et Joseph le trouvèrent dans le temple au milieu des docteurs de la synagogue.

Nous ne pouvons offrir rien de plus beau à nos abonnés; s'il est vrai que quelques-uns ont murmuré, l'année dernière, nous les défions cette année de ne pas être enchantés.

L'original de ce tableau a coûté \$50,000, et les copies ne se vendent jamais moins de \$10 aux Etats-Unis. Nous avons voulu faire un grand effort pour satisfaire nos abonnés actuels, les mettre dans la douce obligation de payer leur abonnement, et pour nous attirer une légion de nouveaux abonnés.

Nous l'enverrons d'ici à un mois à tous nos agents, et elle sera donnée à tous ceux qui paieront avant le premier jour de l'an ce qu'ils nous doivent et à ceux de nos nouveaux abonnés qui, en s'abonnant, paieront six mois d'avance.

LA RÉACTION.

La Confédération, en unissant étroitement les quatre plus grandes provinces anglaises du continent américain, a mis en lumière les maux qui les dévorent, comme elle indique par la nature des choses, le remède à apporter. On se plaint amèrement dans le Bas-Canada, depuis plusieurs années, du dépérissement des forces agricoles en tous genres. Gâté par le rendement abondant d'un sol neuf, riche et qu'il croyait inépuisable, l'agriculteur canadien-français ne s'est occupé qu'à en tirer les produits les plus faciles à récolter, sans se soucier, quand l'épuisement viendrait, des améliorations suggérées par la méthode et par la science.

L'industrie domestique, l'élevage du bétail, la culture des légumes, les travaux d'assolement nécessaires ont été négligés d'une façon déplorable. On a été d'une imprévoyance incomparable; aussi lorsque la terre appauvrie, la terre à laquelle on prenait tout et à laquelle on ne rendait rien, a refusé de donner comme par le passé; lorsque le prix toujours croissant de la main d'œuvre et les ravages d'un luxe effréné, aiguillonné par un commerce trop facile et des importations trop considérables, ont égalé ou fait balancer en sens inverse la recette et la dépense, le cultivateur, nullement préparé par une bonne éducation pratique et économique, s'est presque vu forcé d'abandonner sa ferme pour courir après le travail et les chances de fortune des villages et des villes, ou de tomber dans l'un des deux gouffres suivants: aux mains de l'usurier ou "dans le giron" de la république voisine.

Il y avait à opposer à ces maux, à ce péril du décroissement de nos forces nationales quatre remèdes: l'éducation pratique, c'est-à-dire l'éducation agricole et industrielle; l'ouverture à la colonisation de nos vastes forêts; la construction de voies ferrées pour traverser les nouveaux

cantons colonisés et relier les centres consommateurs aux districts producteurs; et, comme quatrième remède, découlant des autres, l'établissement de manufactures. Nous devons ajouter, parlant toujours au point de vue du Bas-Canada français, que c'était une révolution complète dans l'ordre économique à opérer au sein d'une population peu possédée de l'esprit d'initiative. Elle était depuis trop longtemps accoutumée à écouler très avantageusement contre un argent relativement abondant et des objets manufacturés importés à bon marché, des produits obtenus très aisément d'un sol qui payait au centuple le travail qu'on lui consacrait.

Sans être tous des aigles, nos hommes politiques ont assez nettement vu ces maux et ces dangers. Ils ont fait leur possible pour les prévenir. Les Ecoles normales, les écoles d'agriculture, les collèges industriels, l'élan donné à la colonisation, les nombreux chemins de fer construits et en perspective de l'être, tout cela est le résultat d'une politique sage qui avait pour but de donner au pays la prospérité par de nouvelles voies. Ce sera l'honneur et la gloire de Sir George E. Cartier et du parti conservateur d'avoir eu l'idée de ces réformes et d'en avoir commencé et avancé considérablement l'exécution. Il faut avouer, néanmoins, que l'efficacité des remèdes employés n'a pas suivi la progression du mal. Cela tenait à deux causes: on n'a pas assez poussé l'éducation pratique, cette éducation agricole et industrielle dont le pays a tant besoin; la nation a trop importé, pas assez produit. On a été trop chercher ailleurs ce que l'on pouvait fabriquer ici à aussi bon, sinon à meilleur marché: il s'en suivait nécessairement une grande déperdition, un grand dérangement dans l'économie nationale.

La confédération nous fournit exactement les moyens d'étendre, de compléter l'œuvre de réforme et de réaction déjà commencée. Ce régime a eu pour premier effet de desserrer quelque peu à notre avantage le lien colonial. Nous voulons être bien compris et nous n'envisageons la question qu'au point de vue matériel, de l'intérêt immédiat. L'Angleterre, en allégeant son fardeau vis-à-vis nous, a diminué le poids de nos obligations vis-à-vis elle. Le Canada cessait d'être un comptoir d'échange; il acquérait par le fait du nouveau changement le droit de manufacturer, et, déduction naturelle, celui de taxer les marchandises anglaises dans d'autres intérêts que ceux du fisc. C'est déjà le premier élément de succès. Les Provinces maritimes et l'ancienne province du Canada ne se connaissaient pas; leurs relations commerciales et autres étaient nulles. La nouvelle constitution les groupa, leurs intérêts se sont mêlés; elles font entre elles un commerce d'importation et d'exportation qui est déjà considérable et qui sera énorme après la construction de l'Intercolonial. L'industrie naissante du pays s'est donc trouvée en face d'un marché national de près de quatre millions de consommateurs, presque le double du chiffre qu'elle avait avant la Confédération et les autres annexions. Le résultat est déjà magnifique et les feuilles du dernier recensement montrent un accroissement considérable dans la production industrielle du pays, surtout depuis cinq ans.

Mais tout cela n'est qu'un début, qu'une première impulsion; il faut autre chose pour donner corps et permanence à une industrie nationale. L'industrie ne se fonde pas en un jour ni en un tour de main. Il faut y

préparer l'esprit de la population par des études spéciales, des connaissances appropriées. Le premier devoir de nos hommes publics, de tous ceux qui dirigent l'opinion sera donc de s'attacher à répandre de plus en plus les bienfaits d'une instruction industrielle. "Il faut," comme vient de le dire un journal, "rendre les jeunes gens aptes à établir et à gérer des fabriques, des usines, des moulins, des tanneries, à ouvrir et à exploiter les mines de leurs pays, à améliorer les outils propres aux divers métiers, et à doubler le rendement des champs paternels. De cette façon, nous opposerons une digue à la marée des dettes qui envahit progressivement la terre ferme de nos ressources, nous éloignerons pour toujours le fléau des temps difficiles."

Pour triompher de l'apathie populaire et assurer le succès du mouvement, trois forces doivent s'allier dans la marche commune: l'école, l'association et le journal.

Avec un système de tarifs protecteurs sagement combinés, que le gouvernement Fédéral est prêt à accorder, il n'y a aucun doute que la victoire est certaine, l'avenir assuré.

Nous aimons à constater que l'*Opinion Publique* a dû sa fondation surtout à cette réaction commencée avec la Confédération, et que la plus grande partie du bienveillant patronage du public lui est venue de la part énergique qu'elle a prise au mouvement de réforme que nous venons de préciser. Le premier janvier 1870, voici comment nous abordions ces questions de réforme agricole et industrielle:

".....
"Le niveau de la politique, en se déplaçant, s'élèvera considérablement; on ne s'occupera que peu ou point des hommes, qui s'effaceront devant les principes.

"Il y a donc maintenant place pour la réunion, sur un terrain commun, d'hommes ne partageant pas tous le même avis sur des questions incidentes qui ne demandent pas de solution immédiate, ni même prochaine.

".....
"Plusieurs questions importantes, qui sollicitent vivement l'attention des gouvernants et des gouvernés, seront l'objet d'études spéciales, telles que l'avenir des classes ouvrières et agricoles en vue du développement et de la protection absolument nécessaires à donner à nos industries naissantes; les réformes à opérer dans l'agriculture et la colonisation; des mesures propres à empêcher ou du moins diminuer l'émigration; les modifications à apporter à notre système d'éducation secondaire, de façon à le rendre de plus en plus pratique, et à nous assurer plus d'avantages dans les luttes pacifiques du progrès bien entendu qu'il nous faut sans cesse soutenir et avec nos voisins et avec nos compatriotes anglo-saxons."

Ce programme, vieux de deux ans et demi,—c'est déjà un âge respectable pour un programme politique,—a aujourd'hui plus d'actualité que jamais. Le doute n'est même plus permis sur sa réalisation. Les événements des derniers mois nous inspirent à cet endroit la plus légitime confiance.

Dans le Bas-Canada, l'opinion publique est sérieusement éveillée et marche résolument dans la nouvelle voie. L'hon. John Young, vieux séide du libre-échange, a été obligé, pour se faire élire, de se déclarer protectionniste.

Dans le Haut-Canada, tout le monde, les deux partis,